

Peut-on éradiquer le chômage ?

Hocine Belalloufi
Mercredi 20 Mars 2013

A l'occasion du grand rassemblement initié par les chômeurs de Ouargla, un raccourci aussi rapide que dangereux a amené nombre d'observateurs à mettre en équation la région du Sud et le phénomène du chômage. Vision fallacieuse et particulièrement dangereuse, le chômage étant un problème national.



Un simple regard autour de nous permet de saisir la problématique du chômage en Algérie. Observons la devanture de n'importe quelle boutique, entrons dans le premier magasin venu. Que constatons-nous ? Une partie considérable des produits exposés à la vente est fabriquée à l'étranger : vêtements, chaussures, fournitures scolaires, meubles, véhicules, produits électroménagers, informatiques et de téléphonie, médicaments, produits d'entretien corporels ou domestiques, cosmétiques, produits de luxe et même nourriture...

Comment fournir massivement du travail à la population active d'un pays qui ne produit rien ou presque de ce qu'il consomme ? Cela s'avère strictement impossible. Peut-on y arriver en créant 100 locaux commerciaux par commune ou en transformant nos jeunes, par la grâce d'un prêt de l'ANSEJ, en intrépides capitaines d'industrie ? Cela est peu probable. A moins que la panacée ne réside dans l'injonction lancée aux

entreprises publiques de recruter des centaines de chômeurs ou dans l'ouverture d'une faculté de médecine ou d'une clinique de-ci de-là ? Qui peut sérieusement y croire ?

L'impuissance gouvernementale à combattre le chômage

Les gouvernements de Bouteflika, avec la complicité active du FMI, ont tous prétendu que la politique de grands travaux d'infrastructures initiée depuis le début des années 2000 aurait fait chuter le chômage à 9% ! Comment justifier alors le branle-bas de combat officiel de ces dernières semaines autour de la mobilisation des chômeurs de Ouargla ? Par des tentatives de déstabilisation du pays ? Le Comité national de défense des droits des chômeurs (CNDDC) n'étant pas tombé dans le grossier piège tendu par le pouvoir, celui de l'atteinte à l'unité nationale, certains tentent de donner un caractère spécifique au chômage du Sud alors que le problème reste entier dans le Nord comme viennent de l'illustrer les manifestations de chômeurs d'Arzew, Tizi-Ouzou...

Le secteur privé prétend pour sa part être le premier employeur du pays. Mais quel est le pourcentage d'emplois permanents, d'emplois non-précaires ? Combien d'employés de ce secteur sont-ils déclarés ? Et combien d'entre eux perçoivent un salaire décent ?

Chacun sait que le gouvernement Sellal n'a aucun moyen de régler le problème du chômage. Il ne peut que chercher à le masquer plus ou moins maladroitement, du fait du monopole dont il dispose sur la production et la publication des statistiques. Son action concrète consiste à retarder le plus longtemps possible l'explosion sociale généralisée qui, au train où vont les choses, ne manquera pas d'intervenir. Il le fait par de petits subterfuges : 100 locaux par communes, prêts ANSEJ...

Le gouvernement ne dispose pas des moyens de juguler le chômage car l'éradication de ce fléau ne relève pas de solutions techniques et ne dépend pas d'une batterie de mesures administratives. Le problème serait-il pour autant insoluble ?

Des solutions existent

Le chômage peut être vaincu en privilégiant le développement d'une économie productive dans l'industrie et l'agriculture, secteurs pourvoyeurs d'emplois aussi nombreux que durables et créateurs de richesses additionnelles, ainsi que dans la construction, les services (tourisme...) et les transports.

Une telle dynamique impliquerait cependant de rompre avec la logique de l'économie de bazar qui privilégie l'importation tout azimut et abandonne le monopole du commerce extérieur à quelques dizaines de milliers d'importateurs privés dont la seule motivation est le profit. Il conviendrait parallèlement de rompre avec la logique de l'actuelle division internationale du travail qui assigne à l'Algérie un rôle exclusif de producteur d'énergie. Le pétrole, le gaz et l'énergie solaire doivent servir à faire tourner l'appareil économique national et satisfaire les besoins sociaux à des prix abordables et non à finir en bons du Trésor américains ou en crédits accordés à cet affameur de peuples qu'est le FMI. Les hydrocarbures et l'énergie solaire pourraient par ailleurs continuer à doter le pays de moyens financiers nécessaires à la poursuite du processus d'accumulation. Enfin, ils doivent, autant que faire se peut, être conservés en quantités suffisantes pour les générations futures.

Ainsi, la résolution du problème du chômage se trouve conditionnée par le développement d'une économie nationale productive. Une telle action volontariste ne peut émaner que de l'Etat. Les privés nationaux et étrangers sont intéressés par la rentabilité immédiate de leurs investissements. Ne faisant nullement confiance à l'économie nationale, nombre de nos « capitaines d'industrie » placent leur argent à l'étranger, dans des secteurs improductifs (immobilier, tourisme...) ou dans des paradis fiscaux. Il ne faut donc pas

compter sur eux pour prendre la tête d'une dynamique de développement national. Certains d'entre eux peuvent contribuer par patriotisme à cette dynamique de développement, mais celle-ci ne peut être impulsée et dirigée que par un Etat défendant prioritairement les intérêts des couches populaires. Comme le font nombre de gouvernements d'Amérique latine.

Défendre l'économie nationale

L'industrialisation et le développement national impliquent d'assumer un affrontement avec les grandes puissances politiques, financières et économiques qui dominent le monde et qui n'acceptent pas le développement des pays du Sud.

A l'heure où la concurrence internationale fait rage entre multinationales pour s'accaparer des marchés et où les grandes puissances chassent individuellement ou en meutes pour s'assurer du maintien et de l'extension de leurs sphères d'influence respectives, comment croire que la volonté de développement d'un pays ou d'un groupe de pays ne heurtera pas de plein fouet les intérêts de ces multinationales, de ces grandes puissances et des immenses intérêts financiers qui se tapissent derrière ?

Accepteront-ils facilement que l'Algérie s'industrialise et réduise ainsi massivement ses importations ? Qu'elle ne place plus ses avoirs financiers à l'étranger, qu'elle rompe avec une thésaurisation stérile pour impulser une dynamique d'investissements productifs ? Ces puissances financières, économiques et politiques resteront-elles sans réagir ? Personne ne le croit et c'est ce qui explique l'actuel profil-bas de notre diplomatie. Nos dirigeants nous expliquent qu'il faut tenir compte du rapport de forces défavorables et s'adapter. Le rapport de forces défavorable n'a jamais empêché les peuples de se soulever et de lutter. Mais c'est la direction, qui fut jadis révolutionnaire, de ce peuple qui a cessé de vouloir prendre le risque de se battre et qui ne rêve que de se faire une place au soleil de l'actuel système mondial, quitte à sacrifier sa propre population et les autres peuples du monde.

Se développer ne relève pas d'un choix technique effectué par des économistes mais d'un choix politique relevant de la volonté des peuples. Il faut en payer le prix en protégeant la production nationale, donc en remettant sérieusement en cause et non simplement en retardant l'Accord d'association passé avec l'UE et la perspective censée incontournable d'adhésion à l'OMC. Les nationalisations du pétrole en Iran, sous Mossadegh, du canal de Suez, sous Nasser, et du pétrole sous Boumediene ont provoqué des réactions économiques, politiques voire militaires des grandes puissances dominantes. Cela était prévisible et n'a pas empêché ces dirigeants de les effectuer.

Des dirigeants d'Amérique latine, à commencer par feu Chavez, ont nationalisé nombre d'intérêts étrangers et affrontent jusqu'à aujourd'hui dans des conditions extrêmement difficiles les Etats-Unis d'Amérique. Le rapport de forces ne s'est pas transformé tout seul. Des pays comme Cuba ont longtemps résisté seuls. Ils ont tenu, le temps d'être rejoints par d'autres (Venezuela, Bolivie, Equateur...).

La résorption du chômage implique ainsi le développement d'une économie productive nationale et celle-ci implique une confrontation avec l'impérialisme. Mais lorsque l'on mène une telle politique qui profite d'abord au peuple, on a le soutien de ce dernier et l'on peut, dans de telles conditions, résister. Une telle économie est incompréhensible aux économistes.

Source :

http://www.lanation.info/Peut-on-eradiquer-le-chomage_a2053.html